

# Derrière le programme du candidat Macron, les recommandations de McKinsey

Par Laurence Dequay

Publié le 31/03/2022 à 7:00

Les recherches du cabinet de conseil infusent le projet électoral d'Emmanuel Macron dans bien des domaines : retraite, travail, chômage, éducation. Démonstration.

Emmanuel Macron n'a pas envoyé son programme sous forme de PowerPoint aux Français. Sur la forme, cependant, ses 21 pages coordonnées par son « associé » [Alexis Kohler](#) s'inspirent des tableaux chers à McKinsey : elles listent « *quelques engagements simples* » « *trois pactes d'audace* » ; des actions rapides dont les résultats seront systématiquement publiés. Sur le fond, les similitudes, presque mot pour mot, interpellent...

## DERRIÈRE LA RETRAITE À 65 ANS

Dans son rapport « The Future of work in Europe » (Le futur du travail en Europe), le McKinsey Global Institute (MGI) – 2 000 pros de la recherche et de l'intelligence économique – déclinait, dès juin 2020, ses préconisations aux gouvernants : « La population active du Vieux Continent va s'effriter de 13,5 millions, soit 4 %, à horizon 2030 », prévenait notamment Sven Smit, son directeur. « L'Europe a besoin d'augmenter son taux d'emploi afin d'absorber cette baisse [...] Pour doper cet emploi, les gouvernements nationaux devraient envisager de larges réformes du marché du travail et des retraites [...] Logiquement, ils peuvent commencer par mobiliser les actifs laissés de côté [...] y compris des seniors de plus de 55 ans. »

Dans le cas contraire, martelait-il, « embaucher pourrait devenir un défi pour les employeurs ». D'autant plus que « 15 à 50 % des actifs vont devoir changer de poste ». Pour mémoire, en 2017 – saison 1 du macronisme –, le bureau parisien de McKinsey invitait, dans ses « 10 enjeux pour la France à l'horizon 2022 », à « limiter tous les

dispositifs pouvant inciter à sortir prématurément de la vie active, tels les plafonds d'âge, comme l'a fait le Royaume-Uni ». Messages entendus par l'Élysée...

À LIRE AUSSI : McKinsey, Accenture, Capgemini... : les cabinets de conseil ont été omniprésents sous Macron.

Ainsi, bien que la France soit moins sous pression que l'Allemagne – le nombre de ses citoyens en âge de travailler augmentera encore de 46 000 par an jusqu'en 2040, contre 123 000 jusqu'en 2020 (source COR) –, Macron, candidat du « plein-emploi, si c'est possible ! » fait feu de tout actif pour élargir l'offre de travail. « Cela passe par le travail de tous... en faisant en sorte que chacun travaille plus au cours de son existence. » En saison 2, élu, il entend repousser l'âge légal de la retraite de quatre mois par an jusqu'à 65 ans. « Mécaniquement, le taux d'emploi des seniors se décalera avec l'âge légal » assure-t-il. Il supprimera « les principaux régimes spéciaux [EDF, RATP] pour les nouveaux entrants ». Il promet enfin un cumul emploi-retraite « plus simple et plus avantageux ». Liquider sa pension, puis la bonifier en retravaillant : les consultants adorent !

## **DERRIÈRE LA PENSÉE « STRATÈGE »**

Las, travailler plus longtemps ne suffit pas, estiment les chercheurs du MGI dans « Social spending : managing a \$5 trillion challenge » (Dépenses sociales : manager un défi de 5 000 milliards de dollars), rapport publié en 2019. Car, accros aux gains de compétitivité, ils affirment que le fossé se creuserait entre pays « stars » (États-Unis, Chine), qui investissent massivement dans l'intelligence artificielle, et les autres. Or, comme dans cette révolution 15 à 50 % des actifs devraient changer de poste, « cette flexibilité accrue du marché du travail va coûter cher en formation, en accompagnement du chômage », alerte le MGI. Leur nouveau mantra ? « Les dirigeants doivent penser en stratège leurs dépenses sociales qui croissent le plus rapidement dans leurs budgets. » Le « stratège » Emmanuel Macron veut donc « rendre plus stricte l'assurance chômage quand trop d'emplois sont non pourvus ». Et conditionner le RSA à une « activité effective qui permet l'insertion » : formation, stage en entreprise, travail rémunéré au minimum au smic.

## **DERRIÈRE LE « TOUT-AUTOMATISÉ »**

*faire face à des pics d'activité consécutifs aux chocs mondiaux. Un service social national a estimé que l'automatisation de 15 tâches a boosté sa productivité de 80 %. Ce qui lui a*

*permis de former des employés à de nouvelles tâches tout en réduisant les emplois à temps plein.* » Et voilà comment Macron candidat entend déployer des guichets uniques supplémentaires, des maisons France services, rouvrir quelques sous-préfectures et même un numéro unique avec, promis juré, un humain en bout de ligne...

## **DERRIÈRE LE PROGRAMME SCOLAIRE**

Autre sujet clé sur lequel Emmanuel Macron et McKinsey cultivent des affinités déconcertantes : l'éducation. Dans « Inégalités, un défi persistant et ses implications » (juin 2019), cosigné par Karim Tadjeddine, codirecteur de l'activité « secteur public » au bureau de Paris de McKinsey, on lit : « *Une éducation primaire et secondaire efficace va devenir indispensable dans une phase de transition vers l'automatisation du futur [...]* Les écoles [...] doivent se concentrer sur les compétences du futur, développer la créativité et la capacité des élèves à résoudre des problèmes complexes. » Et, CQFD, les auteurs insistent sur la nécessité de développer « *les cours de science, de technologie et de maths* ».

Afin de donner à tous les enfants « *les mêmes chances* » Emmanuel Macron propose, lui, en 2022, d'« *augmenter les compétences nécessaires aux métiers de demain, à commencer par les mathématiques* », et de publier localement « *tous les indicateurs de réussite éducative* ». S'il est élu, les enseignants, eux, gagneraient plus en acceptant notamment de nouvelles missions. Pile-poil : sur ce chantier, McKinsey a déjà rendu deux « *livrables* » (des mini-rapports) au ministère de l'Éducation nationale en 2019. Sur deux tableaux publiés par l'excellente commission d'enquête sénatoriale « *sur l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques* », les consultants listent trois « *options de design* ». En substance, d'abord, que « *les profs perçoivent des primes individuelles lorsque leurs élèves atteignent des résultats définis par leur rectorat, évalués de manière "randomisée" [aléatoire] par leur inspection générale* ». Ensuite, que « *des directeurs partagent une prime d'établissement entre les membres de leur collectif éducatif* » ; enfin, que « *des avantages en nature [en points d'indice] soient proposés à tout le personnel d'une école, selon une grille liée à son projet "majoritairement disciplinaire"* ».

Ce chambardement commencerait par l'identification d'« *acteurs modèles* » qui porteraient un récit « *célébrant le progrès vers le changement* ». « *Des pistes*

*exploratoires qui reprennent un peu trop ce que le ministère de l'Éducation nationale veut faire »*, a évalué la direction interministérielle de la Transformation publique. C'est tout dire...



**Par Laurence Dequay**